



Comptes sociaux

Exercice clos le 31 décembre 2010

I – COMPTES SOCIAUX 2010

I. 1 – Bilans résumés (en K€)

ACTIF	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Immobilisations incorporelles	14 725	15 840
Montant brut	26 432	25 642
Amortissements	-11 707	-9 802
Immobilisations corporelles	1 424	1 099
Montant brut	5 336	4 412
Amortissements	-3 912	-3 313
Immobilisations financières	9 307	5 514
Montant brut	20 479	16 686
Amortissements	-11 172	-11 172
Stocks et en cours, net	302	233
Créances, net	29 870	22 032
Clients et comptes rattachés, net	19 066	12 282
Créances diverses, net	10 804	9 517
Valeurs financières	5 504	5 488
Valeurs mobilières de placement	5 504	2 198
Disponibilités	0	3 290
Charges à répartir		
Total Actif	61 132	49 973

PASSIF	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Capitaux Propres	28 415	28 112
Capital	624	624
Prime d'émission	25 431	47 240
Réserves	68	-19 678
Résultat Net	2 098	-73
Provisions règlementées	194	0
Provisions pour risques et charges	679	933
Dettes	32 038	20 928
Emprunts et dettes financières	3 327	1
Fournisseurs	19 942	15 791
Autres dettes d'exploitation	8 769	5 136
Total Passif	61 132	49 973

I. 2 – Comptes de résultat résumés (en K€)

En K Euros	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Chiffre d'affaires	70 978	57 443
Autres produits d'exploitation	1 518	752
Charges d'exploitation		
Achats consommés	-59 398	-45 073
Autres charges d'exploitation	-158	-77
Charges de personnel	-9 353	-8 569
Impôts et Taxes	-1 048	-743
Dotations aux amortissements et provisions	-3 353	-3 121
Résultat d'exploitation	-814	612
Résultat Financier	120	-639
Résultat exceptionnel	1 652	-538
Impôts	1 140	492
Résultat net	2 098	-73

I.3 – Flux de trésorerie (en K€)

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Résultat net	2 098	-73
+/- Dotations aux amortissements et provisions	2 362	2 756
+/- Charges et produits calculés liés aux stocks options et assimilés		
+/- Plus et moins values de cession	-1 350	-18
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts (A)	3 110	2 665
- Impôts versés (B)		
+/- variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel (C))	-557	1 302
Flux net de trésorerie généré par l'activité = (A+B+C) = (D)	2 553	3 967
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 714	-1 784
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-3 000	
+ Encaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	1 500	
+ Dividendes reçus		
+/- Variations des prêts et avances consentis	-866	
+ Subventions d'investissement reçues		
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)	-4 080	-1 784
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		
+ Sommes reçues lors de l'exercice des stocks options		
+/- Rachat et revente d'actions propres		104
- Dividendes mis au paiement au cours de l'exercice	-1 989	
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	1 213	165
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-59	-806
+/- Autres flux liés aux opérations de financement		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	-835	-537
+/- incidence des variations des cours des devises (G)		
Variation de Trésorerie (D+E+F+G)	-2 362	1 646

I.4 – Filiales et participations (en K€)

Sociétés	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice clos	Résultat (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
CARTE ET SERVICES	4 707 536	(12 414 151)	100	7 750 000		15 095 926		15 560 900	(1 481 934)	
AFONE FINANCEMENT	1 500 000	999 865	100	1 500 000	1 500 000	1 000 000	937 500	4 856 434	352 507	
AFONE SECURITE	787 390	3 916 902	100	3 400 000	3 400 000			5 341 704	1 002 132	
PRIMUS TELECOM	65 013	36 503	100	3 000 000	3 000 000			35 327 247	3 250 621	
AFONE CALL	37 000	29 404	100	37 000	37 000			1 165 875	42 061	
META-LFONE	200 000		50	100 000	100 000			31 724 255	7 740 160	657 970

I.5 – Tableau des titres et participation (en K€)

	Montant (en euros)	
	Français	Etrangers
Actions et parts sociales		
Participations	15 787 000	-
<i>AFONE SECURITE</i>	3 400 000	
<i>AFONE CALL</i>	37 000	
<i>AFONE FINANCEMENT</i>	1 500 000	
<i>CARTE ET SERVICES</i>	7 750 000	
<i>META-LFONE</i>	100 000	
<i>PRIMUS TELECOMMUNICATIONS</i>	3 000 000	
Titres de placements français	137 820	-
<i>TITRES AUTO-DETENUS</i>	137 820	
Obligations et titres assimilés	-	-

II – ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX

Les présents comptes sociaux concernent la période du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010. Sauf mention particulière, les données sont présentées en milliers d'Euros.

Les comptes annuels sont arrêtés conformément aux normes comptables françaises en vigueur.

Ces comptes sociaux sont consolidés avec l'ensemble des comptes sociaux des filiales du groupe Afone.

1. Faits marquants de l'exercice

Il a été réalisé sur l'exercice une fusion de toutes les sociétés de la BU sécurité au sein des deux entités juridiques :

- L'une pour l'exploitation : la société ACDM Concept a absorbé les sociétés Afone Sécurité et Girardot 24 (qui a elle-même absorbé la société Gestalarmes). La dénomination sociale a ensuite été modifiée pour conserver le nom d'Afone Sécurité ;
- L'autre pour la commercialisation des contrats et l'installation du matériel : Girardot Sécuritel renommée Afone Services.

Dans la continuité des exercices précédents et afin de maintenir ses efforts de réorganisation, la société a procédé à la fermeture de son site de Labège, au transfert de certaines activités au siège de la société à Angers. Pour cela un Plan de Sauvegarde de l'Emploi a été réalisé. Ce Plan de Sauvegarde a concerné 3 personnes de la société Afone et a représenté une charge de 46 K€.

Un crédit d'impôt recherche d'un montant de 617 363 € a été accordé concernant 5 projets : SATTI, LE BRIDGE, SURKI, Paiement par mobile, et Afone mobile Retail. Il concerne l'année 2009.

Une demande de CIR pour 2010 est en cours. Elle concerne les travaux de Recherche et Développement valorisés dans le cadre de la continuité des projets précédemment listés. Son montant a été estimé à 286 418 €.

Les titres de participation de la société TUTOR ON LINE ont été cédés en fin d'année pour un montant de 1.500 K€, Afone réalisant sur cette opération une plus-value de 1.350 K€. Cette opération matérialise le désengagement d'Afone du marché des infrastructures fibre optique.

Afone a acquis l'ensemble des titres de la société Primus Télécommunication pour un montant de 3.000 K€. Cette acquisition permet au groupe de renforcer ses moyens en matière de voix sur IP, avec l'intégration d'une équipe basée en France, particulièrement performante dans la gestion des communications vers l'international.

Compte tenu de la situation nette comptable de sa filiale Carte & Services, une dépréciation complémentaire du compte courant a été comptabilisée pour 1.482 K€, portant la dépréciation totale à 9.189 K€, étant précisé ici que les titres de Carte & Services sont dépréciés en totalité.

Actionnaire à hauteur de 50% de la Joint-Venture Meta-Lfone, Afone a perçu au cours de l'exercice 2010 les premiers dividendes de cette société. Ceux-ci s'élèvent à 858 K€.

Suite au résultat consolidé net part du Groupe positif au 31 décembre 2009, qui pour rappel s'est élevé à 2.721 K€, il a été versé aux actionnaires un dividende d'un montant total de 1.995 K€ représentant un dividende par action de 0,32 €. Une partie de ce dividende a été prélevé sur le poste "primes d'émission".

La société a eu gain de cause dans son litige contre l'ARCEP. Cette dernière a été condamnée à verser à la société Afone la somme de 852 500 €. Ce produit a été constaté en produits sur exercices antérieurs. Il est précisé ci-après que ce montant au 31 décembre 2010 n'est pas encore encaissé par la société.

Pour information, les frais de développement liés à la mise en production du nouveau système d'information du Groupe Afone (SIGRAF) ont été activés pour un montant de 578 K€.

2. Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des arrêtés du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Notes sur les méthodes comptables :

2.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements ont été calculés suivant le mode linéaire en fonction des durées de vie prévues.

Désignation	Durée d'amortissement
- Fonds de commerce	Non amortissables à 5 ans
- IRU	15 ans
- Instanciation MVNO	9 ans
- Frais de développement	2 ans
- Logiciels	1 à 3 ans

Dans le cas où la valeur probable de réalisation des immobilisations incorporelles deviendrait inférieure à la valeur comptable, celle-ci ferait l'objet d'une dépréciation.

En l'absence de flux de trésorerie directement affectables, la valeur d'utilité des fonds de commerce et des malis de fusion est appréciée au niveau de l'UGT Afone.

2.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements ont été calculés sur une durée normale d'utilisation des biens selon le mode linéaire :

Désignation	Durée d'amortissement
- Installations générales, agencements et aménagements divers	5 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique	1 à 5 ans

2.3. Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent à des dépôts de garantie versés dans le cadre de l'activité normale du groupe et à des titres de participation dans les filiales, Afone Sécurité, Carte & Services, Afone Financement, Afone Call, Méta-Lfone et Primus Télécommunications ainsi que des créances rattachées à ces participations.

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'achat.

Une dépréciation est constituée si la valeur d'utilité de l'actif à la date d'arrêté des comptes est inférieure à sa valeur comptable. La valeur d'utilité est appréciée par différents indicateurs dont les principaux sont les suivants :

- cash flows futurs actualisés
- méthode des comparables.

Afone comptabilise les coûts d'acquisition des titres directement en charge.

2.4. Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti.

Les stocks sont valorisés à leur coût d'entrée. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une dépréciation est appliquée lorsqu'il apparaît que la valeur de réalisation des biens déduction faite des frais proportionnels de vente est inférieure à la valeur brute déterminée suivant les modalités énoncées ci-dessus.

2.5. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont enregistrées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est appliquée lorsqu'il apparaît une perte probable. Les dépréciations sont individualisées. Les créances non dépréciées ont une échéance inférieure à 12 mois.

2.6. Produits à recevoir

Les produits à recevoir inclus dans les postes d'actif circulant représentent le montant des produits non encore facturés à la fin de la période mais correspondant à des produits imputables à cette période.

2.7. Comptes de régularisation

Toutes les charges constatées d'avance sont liées à l'exploitation.

2.8. Charges à payer

Les charges à payer incluses dans les postes de dettes représentent le montant des dettes potentielles évaluées à l'arrêté des comptes nettement précisées quant à leur objet et dont la charge est imputable à cette période.

2.9. Reconnaissance des produits

Le chiffre d'affaires des sociétés de l'activité télécom représente les reversements acquis au titre des heures de communication constatées au cours de l'exercice ainsi que des prestations de services rendues aux clients de la société.

Les produits afférents aux prestations continues sont rattachés à l'exercice au prorata temporis.

Pour la téléphonie mobile, le chiffre d'affaires est constitué de la vente des minutes consommées par les utilisateurs.

2.10. Résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels comprennent, d'une part les éléments exceptionnels non récurrents provenant des activités ordinaires et d'autre part les éléments extraordinaires.

3. Détail des comptes

3.1. Immobilisations

3.1.1. Immobilisations Incorporelles

Les mouvements des immobilisations au cours de l'exercice se présentent ainsi :

Immobilisations Incorporelles	31/12/09	+	-	31/12/10
Logiciels	4 569	780		5 349
IRU	15 213			15 213
Fonds Commercial	4 700			4 700
Immos en cours	1 160	10		1 170
Total	25 642	790	0	26 432

Amortissements	31/12/09	+	-	31/12/10
Logiciels	3 440	861		4 301
IRU	3 433	1 022		4 455
Fonds Commercial/Malis	2 929	22		2 951
Total	9 802	1 905	0	11 707

Net	15 840			14 725
------------	---------------	--	--	---------------

Les fonds de commerce se décomposent en trois parties :

- ▶ téléphonie entrante : 264 K€
 - FDC ABEC = 3.8 K€
 - FDC ADG Conseil = 198.0 K€
 - FDC FNCT = 15.2 K€
 - Edison FDS Prosodie = 47.0 K€

- ▶ téléphonie sortante : 644 K€
 - FDC Téléphonie Sortante = 5 K€
 - FDC PBX = 300 K€
 - FDC EMS - EVATEL = 229 K€
 - FDC ESE = 110 K€

- ▶ mali de fusion : 3 792 K€
 - Mali de fusion Elsaphone = 783 K€
 - Mali de fusion EMS = 3 009 €

Les fonds de commerce sont constitués par les activités ADG, Odyssée des Enfants (fédération de services), PBX (téléphonie sortante) et Evatel (fonds de commerce acquis par la société EMS Telecom).

Les malis de fusion nés des fusions et Transmission Universelle de Patrimoine de l'exercice 2006, sont comptabilisés en fonds de commerce.

Le total des dépréciations est de 3.302 K€ et se décompose comme suit :

Le fonds de commerce ABEC est déprécié pour la totalité.

Le fonds de commerce Téléphonie Sortante est déprécié pour la totalité.

Le fonds de commerce PBX est déprécié à hauteur de 106 K€.

Le fonds de commerce EMS – EVATEL est déprécié à hauteur de 69 K€.

Le fonds de commerce ESE est amorti à hauteur de 110 K€.

Le mali de fusion EMS est déprécié à hauteur de 3.008 K€.

Les immobilisations incorporelles en cours sont constituées d'avances faites sur l'acquisition d'un logiciel.

3.1.2. Immobilisations Corporelles

Immobilisations Corporelles	31/12/09	+	-	31/12/10
Agencement	448	23		471
Mat. Informatique & Mat. Bureau	3 964	884		4 848
Immo corporelles en cours	0	16		16
Total	4 412	923	0	5 336

Amortissements	31/12/09	+	-	31/12/10
Agencement	159	60		219
Mat. Informatique & Mat. Bureau	3 154	539		3 693
Total	3 313	599	0	3 912

Net	1 099			1 424
------------	--------------	--	--	--------------

Les principaux investissements de l'exercice sont constitués par des matériels informatiques nécessaires à l'exploitation technique des ressources en numérotation.

3.1.3. Immobilisations Financières

Immobilisations Financières	31/12/09	+	-	31/12/10
Participations évaluées par MEE	0			0
Autres Participations	16 359	3 791		20 150
Autres titres immobilisés	0			0
Prêts et autres immobilisations financières	327	2		329
Total	16 686	3 794	0	20 479

Provisions	31/12/09	+	-	31/12/10
Participations évaluées par MEE	0			0
Autres Participations	11 172			11 172
Autres titres immobilisés	0			0
Prêts et autres immobilisations financières	0			0
Total	11 172	0	0	11 172

Net	5 514			9 307
------------	--------------	--	--	--------------

Les titres de participation et créances liées à la participation de la société Carte et Services, représentant une valeur globale de 11 172 K€, ont fait l'objet d'une dépréciation compte tenu de la situation nette de cette dernière. Les titres Carte et Services sont dépréciés en totalité.

La variation des immobilisations financières est principalement due à l'acquisition de 100% des titres de Primus Télécommunications France le 3 décembre 2010 pour un montant total de 3.000 K€.

3.2. Clients et comptes rattachés

Le poste « clients » est composé pour l'essentiel de créances sur de grands groupes de télécommunication et de sociétés du groupe.

	31/12/2010	31/12/2009
Clients	15 811	8 126
Factures à établir	4 715	4 804
Clients douteux	369	274
Dépréciation comptes clients	-1 829	-922
Total poste clients	19 066	12 282

Le calcul de la provision statistique est resté inchangé par rapport à celui de l'exercice précédent.

Les créances clients non dépréciées ont une échéance inférieure à 12 mois.

Le poste « Factures à établir » est principalement constitué de créances sur de grands groupes de télécommunications et de prestations intra-groupe.

3.3. Autres créances et comptes de régularisation

Nature	31/12/2010	31/12/2009
Avances et acomptes versés	20	20
TVA à récupérer	3 357	2 453
Comptes courants filiales	11 681	10 305
Dépréciation des Comptes courants	-5 767	-4 285
IS	0	151
Personnel	31	44
Produits à recevoir	1 133	432
Autres Créances	10 435	9 100
Charges Constatées d'avance	349	397
Total	10 804	9 517

Les autres créances ont une échéance inférieure à 12 mois et sont liées à l'exploitation.

Le compte courant déprécié est celui de Carte et Services

3.4. Valeurs mobilières de placement

Le poste « valeurs mobilières » est essentiellement composé de SICAV Monétaires comptabilisées à leur valeur historique au 31/12/2010 pour un total de 5 370 K€.

La société détient 21 203 actions propres pour un total de 149 K€. La valeur de marché de ces actions auto-détenues est de 138 K€ au 31/12/2010. Une dépréciation de 16 K€ a été constatée.

Les valeurs mobilières ont généré un revenu net de 64 K€ au titre de l'exercice 2010.

3.5. Trésorerie

Les liquidités disponibles en banque sont évaluées à leur valeur nominale.

3.6. Capitaux propres

3.6.1. Composition du capital social

Le capital social est composé de 6 235 410 actions avec un nominal de 0,10 €. Un droit de vote double est accordé à toutes les actions détenues sans interruption par le même actionnaire pendant deux ans.

3.6.2. Tableau de variation des fonds propres (hors provisions règlementées)

	Capital social	Prime d'émission et de fusion	Réserves	Résultat net	Report à Nouveau	Total
Capitaux Propres au 31/12/2008	624	47 240	62	- 17 100	- 2 641	28 185
Affectation 2008				17 100	-17 100	0
Résultat 2009				-73		-73
Capitaux Propres au 31/12/2009	624	47 240	62	-73	-19 741	28 112
Affectation 2009				73	-73	0
Dividendes versés en 2010		-21 809			19 820	-1 989
Résultat 2010				2 098		2 098
Capitaux Propres au 31/12/2010	624	25 431	62	2 098	6	28 221

3.7. Provisions pour risques et charges

Nature de la provision	31/12/2010	31/12/2009
Provision pour risques et charges :		
- Provisions pour litiges sociaux et fiscaux	231	315
- Engagements retraites	13	17
- Risques trafic	0	140
- Litige fournisseurs	146	146
- Risques Bailleur	285	315
- Attribution actions gratuites	4	0
Total	679	933

L'engagement de retraite, calculé selon la méthode rétrospective, tient compte des paramètres suivants :

- ✓ Convention collective applicable : Bureaux d'études techniques, cabinets d'ingénieurs, conseils, société de conseils.
- ✓ Hypothèse de départ à la retraite à l'initiative du salarié : L'âge de départ est calculé en ajoutant à la date du premier emploi le nombre de trimestres nécessaires à l'obtention du taux plein selon les dernières modalités de départ à la retraite.
- ✓ La provision est calculée avec charges sociales (estimées au taux de 45 %).

- ✓ Age de premier emploi :
 - Cadres : 23 ans
 - Non-cadres : 21 ans
 - Ouvriers : 18 ans
- ✓ Taux de sortie évalué statistiquement : 23 %
- ✓ Table de mortalité retenue : table INSEE 2006-2008 (sexe masculin ou sexe féminin)
- ✓ Taux d'actualisation financière : courbe « Eur Ind AA+/AA » éditée par Bloomberg ay 31/12/2010.
- ✓ Taux de revalorisation des salaires : 2% (inflation de 2% incluse)

3.8. Emprunts et dettes financières

	31/12/2010	31/12/2009
- Emprunts bancaires	941	0
- Concours bancaires	2 386	1
Total	3 327	1
Dont à moins d'1 an	2 260	1
Dont à plus d'1 an	707	
Dont à plus de 5 ans		

3.9. Emprunts et dettes financières divers

	31/12/2010	31/12/2009
Dépôts et cautionnements	524	319
Comptes courants	0	30
Intérêts courus non échus	7	0
Total	531	349

3.10. Fournisseurs et comptes rattachés

	31/12/2010	31/12/2009
Fournisseurs	12 487	8 798
Factures à recevoir	7 455	6 994
Total poste Fournisseurs	19 942	15 792

Les dettes fournisseurs ont toutes une échéance inférieure à douze mois.

Le poste « Factures à Recevoir » est principalement constitué de dettes relatives aux achats de télécommunications.

L'augmentation du poste fournisseur trouve son origine dans les achats de minutes auprès des opérateurs.

3.11. Autres dettes

Nature		31/12/2010	31/12/2009
Dettes Sociales	- Salaires	697	686
	- Caisses sociales	785	791
Dettes Fiscales	- TVA collectée	3 195	1 963
	- TVA sur factures à établir	773	787
	- Impôts et taxes à payer	433	499
Dette IS intégration fiscale		0	32
Sous total		5 883	4 757
Produits Constatés d'avance		29	5
Clients AAE		2 304	0
Clients créditeurs		19	19
Autres dettes		5	5
Total		8 240	4 787

Les autres dettes ont toutes une échéance inférieure à douze mois.

3.12. Chiffre d'affaires

Activité	31/12/2010	31/12/2009
Téléphonie Entrante	16 456	17 541
Téléphonie Sortante	1 869	2 356
VOIP	6 585	6 017
Ventes Matériels	1 166	782
MVNO	37 935	25 615
Autres Ventes réalisées	6 966	5 132
Total	70 978	57 443

Le chiffre d'affaires se répartit entre prestations d'opérateurs de télécommunications et édition de services. Ces prestations sont toutes effectuées en France.

L'ensemble des flux liés à la croissance de l'activité MVNO entraîne une augmentation significative du chiffre d'affaires, il faut toutefois noter que la marge dégagée par ces flux est faible.

3.13. Autres achats et charges externes

	31/12/2010	31/12/2009
Rétrocessions aux clients	5 184	5 774
Achats Opérateurs Télécom	41 974	31 022
Achat non stockés	237	180
Sous-traitance	2 250	1 192
Publicité	1 283	452
Locations	2 384	2 219
Maintenance	684	447
Assurances	126	72
Personnel extérieur	84	56
Honoraires et commissions	1 998	1 376
Déplacements, missions, réceptions	365	390
Frais postaux et télécommunications	476	461
Frais et services bancaires	527	307
Divers	322	230
Total	57 894	44 178

3.14. Charges de personnel et Effectifs

	31/12/2010	31/12/2009
Rémunérations du Personnel	6 698	6 080
Charges sociales	2 655	2 489
Total	9 353	8 569
Cadres	78	70
Employés	95	86
Apprenti	3	3
Dirigeant	2	2
Total effectif fin de période	178	164
<i>Dont personnel intérimaire</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

3.15. Rémunération des organes de direction

Les organes de direction sont composés de trois administrateurs. Deux administrateurs sont salariés, le montant global des rémunérations versées pour la période du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010 est de 387 K€.

Aucun engagement lié à des prestations de retraite concernant les mandataires sociaux n'a été pris au cours de l'exercice.

3.16. Dotations aux provisions et dépréciations

Nature	31/12/2009	Dotation	Reprise (Dotation utilisée)	Reprise (Dotation non utilisée)	Autres	31/12/2010
Provision pour risques et charges	933	263		517		679
Dépréciation Clients douteux	922	907				1 829
Dépréciation Stocks	253	33	62			226
Dépréciation des Fonds de commerce	2 841	351				3 192
Dépréciation immos financières	11 172					11 172
Dépréciation VMP	113	16		98		31
Dépréciation Comptes courants	4 285	1 482				5 767
Total	20 518	2 711	283	133		20 518

A la date d'arrêté des comptes un litige est en cours avec un concurrent. Aucune provision relative a ce litige n'a été constatée dans la mesure où la demande a été considéré par le groupe comme infondée.

L'issue de ce litige ne peut être évaluée à ce stade de la procédure.

3.17. Résultat financier

Le résultat financier est constitué de produits financiers pour 1.634 K€ et de charges financières pour 1.513 K€.

Afone a perçu en 2010 de ses filiales 962 K€ de dividendes dont 858 K€ provenant de Meta-Lfone et 105 K€ de Tutor.

Il a été constaté sur l'exercice une dépréciation de la créance Carte et Services pour un montant de 1.498 K€.

3.18. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est constitué :

- de la plus-value de cession de la participation d'Afone dans Tutor pour 1.350 K€
- de la condamnation de l'ARCEP dans le cadre d'un litige l'opposant à Afone pour 852 K€
- de la dépréciation du Mali de fusion EMS pour 545 K€

3.19. Impôt sur les bénéfices

La ventilation de l'impôt sur les bénéfices est présentée dans le tableau ci-dessous :

	Résultat avant report déficiaire	Report déficiaire	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat Net
Résultat courant	-694		-694		-694
Résultat exceptionnel à court terme	302		302		302
Résultat exceptionnel à long terme	1 350		1 350		1 350
Résultat de l'intégration fiscale	227		227		227
Participation des salariés					
Créances d'impôt	913		913		913
Total	2 098		2 098		2 098

Une intégration fiscale a été mise en place depuis le 1^{er} janvier 2008, dans les conditions prévues à l'article 223.A du Code Général des Impôts, la société Afone étant la société mère de cette intégration fiscale.

Les règles de répartition de la charge d'impôts du groupe entre les différentes sociétés sont fixées conventionnellement. Les principes retenus sont les suivants :

- Pour toutes les sociétés du Groupe : constatation d'une charge d'impôt équivalente à celle qu'elles supporteraient en l'absence d'intégration fiscale ;
- Chez la mère : constatation en charges ou en produits de l'incidence des retraitements liés au régime.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010, la société Afone a constaté un produit d'intégration fiscale de 227 K€.

ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔT	BASE	IMPÔT
- Participation effort construction	28	9
- Organic	114	38
- Provision Bailleur	285	95
- Provision Retraite	13	4
- Déficit reportable	5.870	1 957

Le déficit reportable indiqué ci-dessus correspond au déficit propre à Afone au 31 décembre 2010.

Le déficit reportable groupe au 31 décembre 2010 est de 2.634 K€

3.20. Exposition aux risques de change et de taux

Les transactions monétaires réalisées par Afone sont libellées en Euros. Afone ne supporte donc aucun risque de change.

Les emprunts contractés sont indexés sur l'Euribor 3 mois. Par ailleurs, les liquidités de la société sont principalement investies en SICAV rémunérées sur la base des taux monétaires du marché. Dans ce contexte, le risque de taux d'Afone apparaît limité.

3.21. Autres risques

Risque de contrepartie : les principaux clients sont de grands groupes de télécommunications français qui assurent le recouvrement et le risque sur les créances clients. Les principaux risques de contrepartie sont liés aux filiales du groupe.

Risque de liquidité : les contrats relatifs aux lignes de crédit accordées au groupe Afone ne contiennent pas de disposition conditionnant les termes et modalités du crédit octroyé aux ratios financiers du groupe.

Risques environnementaux : l'activité de l'entreprise entraîne un risque environnemental non significatif.

4. Eléments hors bilan

4.1. Engagements donnés

Des matériels informatiques font l'objet d'un nantissement pour un montant total de 646 K€.

Une caution à première demande de 15 K€ a été accordée pour la signature d'un contrat commercial avec un opérateur télécom.

Afone s'est porté caution dans le cadre d'un emprunt souscrit par Afone Financement. Le montant de cette caution au 31 décembre 2010 s'élève à 938 K€.

4.2. Engagements reçus

Deux cautions bancaires ont été reçues des cédants dans le cadre de l'acquisition de la société Carte & Services pour un montant total de 950 K€, ramené à 248 k€ au 31/12/2007.

4.3 Engagements réciproques

Néant

5. Entités liées

En K€	Montant concernant les entreprises	
	liées	avec lesquelles il y a un lien de participation
POSTES		
Immobilisations financières		
Participations	15 787	
Créances rattachées à des participations	4 363	
Créances		
Créances clients	2 500	6 625
Autres créances	11 946	14
Passif		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 693	3 687
Autres dettes		84
Eléments financiers		
Produits de participation	1 332	
Autres		
Charges d'exploitation	3 402	16 021
Produits d'exploitation	6 851	21 378
Dettes liées à l'intégration fiscale	261	

L'ensemble des opérations intervenues avec des parties liées au cours de l'exercice 2010 concerne des entités détenues à 100% par la société Afone.

Par ailleurs, et conformément à la nouvelle réglementation applicable, il est précisé ci-après les transactions avec des entités non détenues à 100% :

- SCI Immobordo (Merignac – 33)	Loyers : 25.156 €	Charges locatives : Néant
- SCI Lincoln (Paris – 75)	Loyers : 169.362 €	Charges locatives : 16.628 €
- SCI Tour St Serge (Angers – 49)	Loyers : 729.467 €	Charges locatives : 97.200 €

6. Tableau des titres et participations

Cf paragraphe I.5

7. Tableau des filiales et participations

Cf paragraphe I.4

8. Crédits-baux

La société a souscrit un Crédit Bail Mobilier au cours de l'exercice 2009 ayant pour but de financer du matériel informatique.

Les redevances restant dues au 31 décembre 2010 s'élèvent à 20 K€.

Le contrat se termine au 14/02/2011. L'option de rachat a été mise en œuvre par lettre recommandée avec accusé de réception en octobre 2010, soit 3 mois avant l'échéance du contrat comme stipulé dans le contrat initial.

	Valeur d'origine	Amortissements			Redevances		
		Cumul Antérieur	Dotation exercice	Au 31/12/10	Cumul Antérieur	Redevance	Au 31/12/10
Terrains							
Constructions							
Mat.&Outill.							
Autres	669	418	223	641	441	235	676
Total	669	418	223	641	441	235	676

	Redevances Restant à payer	A - d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Option d'achat
Terrains					
Constructions					
Mat.&Outill.					
Autres	20	20	0	0	7
Total	20	20	0	0	7

La société a souscrit un Crédit-Bail Mobilier au cours de l'exercice 2009 ayant pour but de financer du matériel informatique.

Le contrat se termine le 14 février 2011. L'option d'achat a été mise en œuvre par lettre recommandée avec accusé de réception en octobre 2010, soit 3 mois avant l'échéance du contrat comme stipulé dans le contrat initial.

9. Rémunération des commissaires aux comptes

Au cours de l'exercice les rémunérations versées aux commissaires aux comptes pour le contrôle légal des comptes ont été les suivantes :

Cabinet BECOUZE ET ASSOCIES : 110 143 €
Cabinet EXPERTISE ET SERVICES : 52 269 €

10. Evénements postérieurs

Dans la continuité des exercices précédents et afin de maintenir ses efforts de réorganisation la société envisage la fermeture de son site de Vancouver et le transfert des activités concernées. Pour cela un plan de sauvegarde de l'emploi devrait concerner 1 personne de la société.

Dans le litige qui l'opposait à la société Evatel, le Tribunal de Commerce de Bar-Le-Duc a statué en première instance en faveur de la société Afone condamnant Evatel au paiement de 166 044 € auxquels s'ajoute 5 000 € relatif au NCPC. Evatel avait jusqu'au 24 mars 2011 pour faire appel.

Suite à l'obtention par Afone de l'agrément Etablissement de Paiement, une société spécifique a été créée du nom d'Afone Paiement dans laquelle Afone détient 90% du capital social.